



COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

Quarante-septième réunion 13–14 avril 2023

Déclaration n° 47-27(F)

Révision

Déclaration de Mme Freeland Canada

au nom de

Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Irlande,
Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, et Saint-Vincent-et-les-Grenadines

**Déclaration de l'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre et ministre des Finances, Canada**

**Au nom
d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Canada, de la
Dominique, de la Grenade,
de l'Irlande, de la Jamaïque, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-
et-les Grenadines**

Comité monétaire et financier international

Le 14 avril 2023

La menace la plus importante pour la reprise économique mondiale demeure l'invasion illégale à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. En plus des effets directs et déplorables sur des millions d'Ukrainiens, les actions que mène la Russie aggravent les défis économiques pour les plus vulnérables du monde, en exacerbant les problèmes de longue date de pauvreté, d'inégalité des revenus et d'insécurité alimentaire.

Face à cela, le Canada a fourni à l'Ukraine une importante aide financière, militaire, humanitaire et autre, et a imposé des sanctions sévères à la Russie et au Bélarus. Le compte administré par le FMI pour l'Ukraine, dont le Canada s'est fait le champion, a facilité plus de 6 milliards de dollars d'aide financière à l'Ukraine de la part du Canada et de ses partenaires internationaux. Le 11 avril 2023, le Canada a annoncé un versement supplémentaire de 2,4 milliards de dollars canadiens à l'Ukraine par le biais du compte administré. L'aide totale du Canada à l'Ukraine, de nature économique et humanitaire et pour la défense, dépasse maintenant 8 milliards de dollars canadiens, dont 5 milliards de dollars canadiens en soutien financier direct, ce qui aide le gouvernement ukrainien à continuer de fonctionner, notamment en versant les pensions, en fournissant les services gouvernementaux essentiels aux Ukrainiens, et en restaurant les infrastructures énergétiques endommagées. Le Canada encourage les autres pays à soutenir l'Ukraine par le biais du compte administré.

Le FMI et ses membres se sont mobilisés pour soutenir l'Ukraine et d'autres pays vulnérables qui subissent les contrecoups de la guerre illégale de la Russie. En particulier, le Canada accueille favorablement le nouveau programme de financement de 15,6 milliards de dollars américains au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur de l'Ukraine, qui contribuera à maintenir sa stabilité économique et financière, ainsi que sa reprise économique, sa croissance à long terme et ses efforts de reconstruction. Le MEDC soutiendra également l'Ukraine dans la poursuite de sa progression des réformes requises pour adhérer à l'Union européenne. Cela s'ajoute au financement d'urgence de 2,7 milliards de dollars américains que le FMI a fourni à l'Ukraine en 2022. Cependant, compte tenu de l'ampleur des besoins financiers actuels de l'Ukraine, d'autres institutions financières internationales et créanciers bilatéraux devront apporter un soutien supplémentaire pour que l'Ukraine puisse continuer à défendre sa souveraineté.

Nous saluons également le succès du nouveau guichet « chocs alimentaires » du FMI. Depuis sa création en octobre 2022, des financements concessionnels supplémentaires ont été fournis par le biais de ce guichet à des pays vulnérables sur trois continents, pour lutter contre l'insécurité alimentaire qu'aggrave la guerre illégale de la Russie en Ukraine. Comme l'a déclaré Madame Georgieva, directrice générale du FMI, dans son dernier programme politique mondial,

« mettre fin à la guerre de la Russie en Ukraine demeure la seule action la plus percutante » pour aider les pays vulnérables à faire face à la crise de l'insécurité alimentaire, et assurer leur stabilité macroéconomique ainsi que celle de l'économie mondiale.

Dans ce contexte d'inégalités et d'insécurité alimentaire croissantes, et marqué par une inflation qui demeure élevée à l'échelle mondiale, nous encourageons le FMI et ses membres à veiller à ce que des financements concessionnels suffisants soient disponibles pour les pays qui en ont le plus besoin. À cet égard, nous nous réjouissons de la récente augmentation temporaire des limites d'accès au Compte des ressources générales. Pour aider à combler le déficit croissant de ressources du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (fonds fiduciaire RPC), le Canada a accru ses contributions à ce fonds d'un milliard de dollars canadiens l'an dernier. L'Irlande a aussi annoncé une contribution sous forme de subvention au fonds fiduciaire RPC, au montant demandé par le FMI.

Les crises mondiales ont des effets disproportionnés sur les femmes et d'autres groupes vulnérables. Les changements climatiques mettent de plus en plus en danger les plus vulnérables de la planète, et des catastrophes naturelles plus fréquentes causent des dommages coûteux aux infrastructures essentielles. Le succès précoce du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (fonds fiduciaire RD) témoigne de la capacité du FMI à contribuer à la lutte contre les changements climatiques, cinq pays bénéficiant déjà du fonds fiduciaire RD pour renforcer leur résilience aux chocs liés au climat, et des dizaines d'autres pays ayant exprimé leur intérêt à en bénéficier. Nous sommes fiers que des membres de notre groupe aient été parmi les premiers pays à recevoir un soutien sous le régime du fonds fiduciaire RD. La contribution du Canada de 2,44 milliards de dollars canadiens au fonds fiduciaire RD a été entièrement mise en œuvre. L'exécution en temps voulu des engagements existants, et des nouveaux engagements, est nécessaire pour garantir que la demande peut être satisfaite.

Les pays en position extérieure forte doivent donner suite à l'engagement d'acheminer les droits de tirage spéciaux (DTS) nouvellement alloués vers les pays qui en ont besoin. Nous sommes fiers que le Canada ait dépassé l'engagement de nos dirigeants en acheminant près de 40 pour cent de ses DTS, y compris par le biais de ses contributions au fonds fiduciaire RPC et au fonds fiduciaire RD.

Nous accueillons favorablement la nouvelle stratégie du FMI relative à l'égalité des genres et soulignons l'importance de sa mise en œuvre rapide dans tous les programmes de surveillance, de prêt et de renforcement des capacités. Le Canada et l'Irlande possèdent une expertise approfondie en matière de politique sur l'égalité des genres et de budgétisation, et ils se tiennent prêts à aider le FMI dans la mise en œuvre de sa stratégie.

Le solide programme de réforme inclus dans le récent programme du FMI pour le Sri Lanka et le cadre de réforme qu'il définit sont encourageants. Nous sommes particulièrement soucieux de veiller à ce que les éléments visant à renforcer le cadre juridique pour la lutte contre la corruption soient respectés et à ce que le programme global de la responsabilisation progresse. Nous resterons attentifs à la mise en œuvre du programme et nous demandons au FMI d'utiliser pleinement le processus d'examen pour s'assurer que les engagements sont mis à exécution.

Les vulnérabilités associées à la dette mondiale restent élevées. Le traitement opportun, coordonné et ordonné de la dette des pays confrontés à un fardeau de la dette insoutenable reste essentiel pour soutenir le développement et la croissance économiques à long terme. Nous

saluons les récents programmes de financement du FMI pour le Sri Lanka et l'Ukraine, et nous appelons tous les créanciers publics bilatéraux et privés à fournir des traitements de la dette comparables et en temps opportun. Le Canada et les membres de notre groupe de pays continuent également d'appuyer les efforts de transparence et de viabilité de la dette.

Le travail de renforcement des capacités et d'assistance technique du FMI reste essentiel pour s'assurer que les pays peuvent non seulement réagir aux crises, mais aussi se redresser de façon plus forte. Notre groupe attache une grande valeur au renforcement des capacités, et nous espérons que l'examen de 2023 de la stratégie du Fonds relative au renforcement des capacités fera en sorte que les pays qui en ont le plus besoin obtiennent l'assistance technique dont ils ont besoin.

Pour s'assurer que le FMI conserve sa position centrale dans le filet de sécurité financière mondial, les membres devront se rassembler pour mener à bien en temps voulu le 16^e examen général des quotes-parts et veiller à ce que le résultat protège la voix et l'accès des membres les plus pauvres et les plus petits.